

FORUM

La culture est un luxe à se payer

Les temps sont durs dans les territoires. Sans surprise, les collectivités cherchent à réduire la voilure et à dégager des marges de manœuvre. On comprend aisément que « taper » dans la caisse des compétences non obligatoires comme la culture peut paraître plus simple et, après tout, très légitime. C'est justement parce que cette dépense semble facultative qu'elle est en réalité indispensable.

Les temps sont durs dans les territoires. Après le passage en force des pactes financiers de l'Etat, les collectivités ont le couteau sous la gorge et l'esprit n'est pas aux dépenses légères. Il s'agit de tout faire pour passer sous le plafond de dépenses de fonctionnement limité à 1,2 %. Et peu importe la situation économique et sociale future : vieillissement de la population, ralentissement de la croissance, nouveaux mouvements migratoires, etc.

Sans surprise, les collectivités cherchent à réduire la voilure et à dégager des marges de manœuvre. On comprend aisément que « taper » dans la caisse des compétences non obligatoires comme la culture peut paraître plus simple et, après tout, très légitime. Alors oui, dans un tel contexte, parler de culture et assumer une hausse des dépenses en la matière peut sembler être un luxe inabordable, irresponsable, en quelque sorte.

C'est justement parce que cette dépense semble facultative qu'elle est en réalité indispensable. La culture est un luxe bien particulier : le seul qui vous rapporte gros ! En effet, elle est à la fois un facteur de

cohésion, un levier pour l'éducation et un vecteur de développement des territoires.

Enlevez la culture et vous n'aurez plus d'activité économique fleurissante née de la fréquentation culturelle et touristique.

Enlevez la culture et vous n'aurez plus de sites patrimoniaux vivants qui maillent les territoires et font vivre notre identité.

Enlevez la culture et vous n'aurez plus de jeunesse citoyenne, d'histoire, de cohésion, de fraternité ni de Nation.

La culture ne sera certes jamais une « cash machine », mais toujours un bon placement responsable. Année après année, elle nous rassemble, développe la créativité, renforce l'attractivité du pays. Elle constitue une responsabilité à long terme : former les citoyens de demain. Elle est juste essentielle !

Et comme partout, il faut des locomotives pour tirer le train. Les institutions publiques doivent jouer ce rôle d'amorce, avant d'être relayées par le monde privé, qui peut poursuivre l'effort dans cette lancée. Culture et service public sont indissociables car ce secteur, qui peut certes rapporter gros, n'est pas forcément synonyme de rentabilité.

Fort de ces convictions, le département de l'Isère mène une politique volontariste dans ce domaine. Après avoir fait progresser son budget consacré à la culture et au patrimoine de près de 60 % en l'espace de trois ans, il a soutenu et fait grandir les festivals Berlioz et Jazz à Vienne, devenus des références unanimement reconnues, lancé le chantier de construction de nouvelles archives pour 37 millions d'euros à Saint-Martin-d'Hères et s'appête à démarrer un autre chantier, celui du musée Champollion, sur la commune de Vif, onzième musée départemental qui rayonnera bien au-delà du territoire. Ces actions démontrent la volonté de l'Isère de s'engager et de faire la preuve, sur le terrain, de l'intérêt de ce poste budgétaire. Et si cette dernière peut trop souvent apparaître comme une dépense facile à sacrifier, s'en désengager représente également un coût qu'il peut être difficile à rattraper dans le temps.

C'est parce qu'elle est le plus grand luxe qu'il faut le rendre accessible à tous.

Jean-Pierre Barbier

Président (LR) du conseil départemental de l'Isère